

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 21 octobre 2019

Avec les cheminots, contre la loi du profit

Mercredi 16 octobre, un accident ferroviaire au passage à niveau de Saint-Pierre-sur-Vence dans les Ardennes a démontré la dangerosité de la politique d'économies de la SNCF. Le drame n'a été évité que grâce au sang-froid du conducteur du train, seul à bord. Le ras-le-bol s'est exprimé par le puissant débrayage national, ou « dépôt de sac » en jargon cheminot, en application du droit de retrait.

En quelques jours, des records de trains supprimés ont été battus, une majorité de contrôleurs et de conducteurs cessant le travail. Quoiqu'en dise la SNCF, la situation est loin d'être revenue à la normale, la colère n'est pas rentrée dans son lit. La fierté d'avoir tenu tête l'emporte, notamment d'avoir eu le culot de s'asseoir sur les procédures de préavis en vigueur dans les entreprises publiques, ces lois anti-grèves destinées à anesthésier la combativité. Une grande première à cette échelle nationale. À ceux qui pleurent sur le « service minimum » qui n'a pas été assuré ce week-end, les cheminots rétorquent que faute d'embauches et de moyens c'est tous les jours le minimum et qu'ils exigent un maximum pour eux-mêmes et les usagers !

Contre les « sauvages » qui nous gouvernent et nous exploitent

Ministres et patrons de la SNCF parlent de grève « surprise », comme si elle avait été organisée en secret pour couler les départs en vacances de la Toussaint, ou encore de grève « sauvage ». Mais les sauvages sont ceux, comme Guillaume Pepy et Édouard Philippe, qui promettent des poursuites judiciaires aux cheminots qui défendent leur peau et celle des usagers. Ce sont ces ministres qui organisent la pénurie budgétaire dans tous les services publics essentiels, qui coupent les financements des hôpitaux, envoient les flics contre les pompiers et démolissent les normes environnementales au profit d'empoisonneurs comme Lubrizol. Ils saturent les ondes de menaces contre les cheminots qui leur tiennent tête, mais n'ont pas un mot sur l'accident grave à l'origine du débrayage.

À la SNCF comme ailleurs, une politique de rentabilité criminelle

Les passages à niveau génèrent un accident tous les trois jours, 36 morts par an en moyenne. Il suffirait de quelques milliards d'euros pour remplacer en urgence

les plus dangereux, mais le budget alloué pour l'instant se compte en dizaines de... millions.

À cette incurie de l'État s'ajoute la gestion capitaliste de la SNCF, dirigée vers le profit du groupe et de ses filiales déjà privées. En autorisant les TER à circuler avec un seul cheminot à bord, le conducteur, la SNCF sait qu'elle prend un risque. Un risque « calculé », comme disent les patrons, c'est-à-dire rentable. Depuis quelques mois, l'introduction dépôt par dépôt de cette conduite « à agent seul » a déclenché des grèves qui sont restées dispersées. La direction a ignoré ces avertissements.

À Saint-Pierre-sur-Vence mercredi dernier, le conducteur seul, blessé, a dû parcourir un kilomètre et demi à pied sur les voies pour empêcher une nouvelle collision. Les voyageurs sont restés sans aide et sans information pendant de longues minutes. La présence de contrôleurs aurait permis de gérer l'incident : leur tâche principale est d'accompagner les voyageurs, d'assurer la sécurité ferroviaire, pas de mettre des amendes – même si les directions les traquent pour le faire.

Coup de semonce contre les sales coups patronaux

Les cheminots dont la colère a explosé ont vraiment lieu d'être fiers d'avoir bousculé la direction de la SNCF ; fiers aussi d'avoir infligé un sérieux revers au gouvernement qui encourage les patrons à pousser toujours plus loin leurs attaques anti-ouvrières. Précisément dans un contexte où ensemble, patrons et gouvernement préparent leur réforme contre les retraites de tous les travailleurs, et pas seulement des régimes prétendus « spéciaux ».

La levée de boucliers cheminote en cours est un nouveau coup de semonce contre les sales coups patronaux et gouvernementaux, après la grève spectaculaire du 13 septembre à la RATP.

NEC plus ultra de l'exploitation

La semaine dernière, la direction a dévoilé son nouveau projet d'accord compétitivité : le NEC 2 (valable de 2020 à 2023) pour tout le groupe PSA. Elle attaque tous les salariés : aggravation des compteurs (donc plus de samedis gratuits obligatoires), mutations obligatoires d'un site à un autre, attaque contre les majorations, fin de l'ACCAC...

Elle veut aussi faire un plan senior qui permette de faire revenir au travail les seniors si elle en a besoin... Elle voudrait remettre en cause les 35 heures comme durée hebdomadaire du temps de travail de base et aggraver la flexibilité. Aura-t-elle le culot de faire travailler en obligatoire les samedis après-midi ?

Organisons nous pour refuser tout cela en bloc !

Ne restons pas seul face à la direction

Dans toute l'usine, la direction veut déplacer les ouvriers d'une équipe à l'autre, d'un poste à l'autre. Elle veut passer en force, sans respecter ni les restrictions médicales ni l'avis des salariés.

Elle a aussi intensifié les convocations un par un des ouvriers professionnels, caristes, conducteurs d'installation, moniteurs pour leur expliquer qu'ils n'étaient plus titulaires de leurs postes. Pour la direction il y aurait trop de monde, tous ces professionnels devraient donc aller travailler sur chaîne, notamment pour remplacer des intérimaires. Les années d'expérience, les savoirs, la direction s'en moque.

Ouvriers professionnels comme ouvriers de chaîne, prenons exemple sur les 70 grévistes du Montage qui ont fait grève le 11 octobre et ont bloqué le Montage pendant 3 heures contre les mutations forcées.

Le racket de la mutuelle

La mutuelle que PSA nous a imposée continue de nous voler. Dernière nouveauté : faire payer plus cher le forfait du conjoint qui ne travaille pas, autour de 60 € par mois (720 € à l'année) pour être couvert comme avant ! Nos salaires sont bloqués depuis des années, et PSA croit qu'on peut sortir 60 € en plus chaque mois ! Les profits de PSA eux augmentent sans arrêt : 2 milliards en 6 mois cette année, c'est à PSA de payer cette augmentation de la mutuelle...

Les caprices de la direction : Sa me di pas trop

À la Peinture, équipe 22, la direction a imposé que le travaille en obligatoire le samedi matin 12 octobre, et cela sans transport PSA. Elle n'a prévenu que 2 jours avant : pour certains, impossible de s'organiser. Des salariés ont refusé de venir et ils ont eu raison. Finalement le samedi, la production s'est arrêtée à 9h30, il n'y avait plus de caisses à faire.

Casser les pieds aux salariés pour faire moins de 4 heures de production, c'est n'importe quoi ! Le samedi, on n'a rien à faire ici.

Spectacle de fin d'année : le cirque barnum

Lundi 14 octobre, la direction a fait son battage pour son cirque de l'emploi : 2 000 emplois proposés ! 16 entreprises viennent à votre rencontre ! Atelier CV pour tous ! Et journée sans production ! On allait voir ce qu'on allait voir.

Résultat : on n'a pas vu grand-chose.

Les entreprises disaient que c'était génial chez eux, mon œil ! Pourquoi Air France et La poste étaient présentes alors qu'elles suppriment des emplois ? Les salaires étaient rarement évoqués... on a aucun mal à imaginer pourquoi. Les chargés de recrutement avaient le nez qui s'allongeaient quand ils disaient recruter les plus de 55 ans. Cette année les sketches étaient répétitifs et le spectacle trop long.

Siaap Achères : Lubrizol à 10 km de l'usine

Le 3 juillet dernier, avant l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, un autre site classé Seveso brûlait à Achères tout près de notre usine !

C'était à la station d'épuration d'Achères (Siapp), la plus grande d'Europe, qui traite 60 % des eaux usées de 9 millions de franciliens. Il faudra quatre jours pour que l'incendie soit maîtrisé. Bilan : une unité d'épuration qui ne sera pas réparée avant 3 à 5 ans, de graves pollutions de la Seine, une douzaine de tonnes de poissons morts, des odeurs pestilentielles. Tout ça sans qu'aucun média national n'en ait parlé.

Le 14 octobre à PSA Poissy, à notre grand cirque de l'emploi, un débaucheur de Siaap est quand même venu nous vanter les semaines de 6 jours en 3x8, les vertus du statut de fonctionnaire... Il a juste oublié de nous dire qu'il y a 3 mois, son usine avait brûlé...

Renault Flins : un bon coup de Pression

Lundi 14 octobre à l'usine Renault Flins, des dizaines de salariés de l'Emboutissage ont débrayé le matin, contre les salaires bloqués et la surcharge de travail causée par les accords de compétitivité Renault. Partis des Presses pour aller voir d'autres secteurs de l'usine, ils ont été rejoints par presque tous les caristes du Ferrage, qui avaient déjà débrayé 11 jours plus tôt, obligeant la direction à faire descendre des cadres. Vu la situation à PSA, ça donne des idées.

Le poison du racisme

Le gouvernement ne cesse d'alimenter la surenchère réactionnaire et anti-musulmane. Comme cet appel de Macron à « une société de vigilance » selon laquelle chaque « citoyen » devrait surveiller « les petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et valeurs de la République », ou encore sa déclaration sur « l'hydre islamique ».

Cette démagogie raciste n'est là que pour dresser des barrières entre nous, et nous faire oublier qui sont nos véritables ennemis : les patrons et le gouvernement qui sert leurs intérêts.